

RD-CONGO



LES DÉPÊCHES DE BRAZZAVILLE

300 FC

www.adiac-congo.com

N° 2607 - JEUDI 12 MAI 2016

RDC - BANQUE MONDIALE

Trois projets sur cinq visent les infrastructures

La Banque mondiale (BM) a abrité le 10 mai une rencontre thématique sur les infrastructures en République démocratique du Congo. Au total, l'on compte une dizaine de projets ciblant les infrastructures, plus précisément les secteurs des routes, des chemins de fer, de l'énergie et de l'eau potable pour un budget de 2 milliards de dollars américains, soit un peu plus de 63 % du portefeuille total de l'institution de Bretton Woods en RDC.

Cette rencontre visait concrètement à jeter un regard rétrospectif et prospectif sur l'engagement de l'institution financière internationale en RDC. La BM a réaffirmé sa détermination à accompagner le gouvernement dans la mise en œuvre des projets d'urgence et plus sur des projets de développement durable en vue de lutter efficacement contre l'extrême pauvreté et promouvoir une croissance partagée.

Page 12



Travaux de réhabilitation d'une route à Kinshasa

MISE EN ŒUVRE DES RÉSOLUTIONS DE LA COP 21

Un plan d'action sous-régional en cours d'élaboration



Parc de Virunga

Il s'est ouvert à Kinshasa, le 10 mai, une session extraordinaire du Conseil des ministres de la Commission des Forêts d'Afrique Centrale (Comifac). Ces assises de grande importance s'inscrivent en droite ligne des préoccupations soulevées lors de la COP 21 tenue récemment à Paris. Il est question de décider des modalités opérationnelles pour la mise en œuvre des décisions de la rencontre de Paris et aussi d'examiner des sujets prioritaires touchant à la vie de l'organisation. La session de Kinshasa cherche donc des réponses pour permettre une bonne compréhension des documents et textes finaux adoptés à Paris et leurs implications sur le bassin du Congo. D'où, les participants sont tenus d'élaborer au cours de la présente session un plan d'action sous-régional pour la mise en œuvre des décisions de la COP 21.

Page 12

VIE DES PARTIS

Le MNC/L prône le dialogue

Réuni le 8 mai dernier en conclave, le Mouvement national congolais Lumumba (MNC/L) a marqué son accord de participer au dialogue politique attendu en RDC. Pour ce parti politique de gauche et panafricaniste appartenant à la majorité présidentielle, ce forum devra notamment permettre de fixer les délais des élections attendues en RDC. En ce qui concerne l'ordre du jour de ce forum, le MNC/L souhaite voir inscrit, en plus du calendrier électoral, le point de sauvegarde de la souveraineté nationale en vue, dit-il, « d'éviter les immixtions des étrangers dans les affaires intérieures ».

Tout en souhaitant des élections libres, transparentes et apaisées, le parti déplore l'absence des élections communales et locales depuis 1959. Ce qui, de son point de vue, contrarie le principe démocratique.

Page 12

AFFAIRE RECRUTEMENT DES MERCENAIRES

Moise Katumbi s'adjuge les services de Me Éric Dupond-Moretti

L'entrée en lice de ce crack du barreau français, célèbre avocat pénaliste français, est une nouvelle donne venue s'inviter dans cette affaire. Dans les milieux proches du riche homme d'affaires, on se réjouit du choix porté sur cet avocat français réputé pour le grand nombre d'acquittements qu'il a obtenus dans des procès en assises. Son apport, à en croire le bureau de l'ex-gouverneur, consistera notamment à faire pression pour internationaliser la procédure. Déjà, le concerné avait annoncé les couleurs en indiquant qu'il allait exiger la présence sur place des observateurs internationaux avec promesse de saisir éventuellement les juridictions internationales compétentes telles que la CPI, l'ONU ainsi que les instances des Nations unies pour les droits de l'homme.

Page 12

ÉDITORIAL

Entreprises

Il est clair que l'instruction donnée par le président de la République au premier gouvernement de la nouvelle République a été entendue par ceux et celles qui devront la concrétiser dans les mois à venir. Mais il est tout aussi clair que la démarche ne sera pas facile et qu'il faudra à chacun d'eux autant de courage que de détermination pour y parvenir.

Comme la plupart des pays émergents le Congo souffre, en effet, de pesanteurs internes qui ne peuvent que freiner son évolution vers l'économie de marché que contient en germe le processus de « rupture » voulu par sa plus haute autorité. Face à l'appareil d'Etat et aux entreprises publiques hérités des décennies antérieures le secteur privé, d'où peut surgir la transformation recherchée, pèse encore très peu. Et comme les sources de financement qui lui sont nécessaires sont réduites, voire même inexistantes il ne peut mener à bien les projets souvent très judicieux qu'il nourrit.

Dans ce contexte, la première tâche à laquelle vont devoir s'attacher les ministres en charge, directement ou indirectement, de ce dossier stratégique entre tous sera d'instaurer un climat favorable à l'innovation, à la création d'entreprises, à la formation des hommes, mais aussi au financement des entreprises et à la limitation des charges diverses pesant sur elles. Pour dire les choses encore plus clairement la « rupture » voulue par le chef de l'Etat ne deviendra réalité que si les comportements changent du haut en bas de ce même Etat. Une telle évolution est d'autant plus nécessaire, indispensable, que le Congo ne profitera du vaste mouvement en avant qui surgira à coup sûr du processus d'intégration régionale en préparation que si ses propres entreprises se développent à un rythme soutenu. Autant dire que l'enjeu est à ce point considérable pour le destin de notre pays que chacun à sa place devra tout mettre en œuvre pour qu'il soit atteint dans les meilleurs délais.

Ceci ne sera possible que si les mentalités changent du haut en bas de la société et qu'au lieu d'attendre tout de l'Etat comme c'était le cas jusqu'à présent, les citoyens décident de participer enfin activement au grand bond en avant qui se prépare.

Les Dépêches de Brazzaville

EXÉCUTIF

Destinée Ermela Doukaga appelle les jeunes au travail et à la responsabilité

Réhabiliter les valeurs morales ; mettre en place des stratégies de lutte contre le chômage des jeunes, telles sont, entre autres, les tâches qui attendent la nouvelle ministre de la Jeunesse et de l'éducation civique qui a pris ses fonctions récemment

Nommée récemment par le chef de l'Etat, Destinée Ermela Doukaga est le 26^e ministre de la Jeunesse et la première femme à occuper ce poste depuis 1957. Elle aura sous sa tutelle 820 cadres et agents. C'est ainsi qu'elle a appelé les jeunes au travail et à la responsabilité. Parmi les défis qui attendent la ministre de la Jeunesse et de l'éducation civique, il y a la présidence du Comité technique spécialisé, jeunesse, culture et sport (CTS-JCS) de l'Union africaine dont le mandat du Congo s'achève courant septembre/octobre prochain. « Nous allons toujours compter sur vous sur toutes les questions qui concernent la jeunesse puisque l'éducation et la jeunesse sont liées et nous saurons compter sur vos pas », espère Destinée Ermela Doukaga, de son prédécesseur Anatole Collinet Makosso.

Elle a également pris connaissance du programme d'activités du département intitulé : document de compréhension de la mise en œuvre de la politique de l'éducation civique. En effet, ce document présente les différents programmes et projets mis en œuvre par le ministère. Il contient, entre autres, les activités en cours d'exécution telles que la préparation de la colonie de vacances, Madingou 2016 ; la vulgarisation du code de bonne conduite ; la gestion des volontaires de l'enseignement en partenariat avec les agences du système des Nations unies ; la pérennisation du dialogue intergénérationnel. A cela s'ajoutent la poursuite des activités sur la



Anatole Collinet Makosso et Destinée Ermela Doukaga / crédit photo Adiac

culture de paix ; l'actualisation de la politique de la jeunesse et de l'éducation civique en partenariat avec l'Unesco. Pour la réalisation de tous ces projets, Destinée Ermela Doukaga pourrait compter sur le budget de fonctionnement et d'investissement du ministère, chiffré à plus de 3,601 milliards FCFA. Quittant le ministère de la Jeunesse et de l'éducation qu'il dirigeait depuis 5 ans, Anatole Collinet Makosso qui se chargera désormais uniquement de l'Enseignement primaire, secondaire et de l'alphabétisation, a rappelé que son successeur avait l'une des missions les plus délicates. Elle a la charge de gérer deux secteurs sensibles, inscrits en lettres d'or dans le programme du gouvernement. D'après lui, la jeunesse et l'éducation civique sont deux piliers importants. « Vous avez la main gauche qui est la boussole (jeunesse), c'est celle qui donne la direction à tout un peuple parce que nous avons l'impression que ce que veut

la jeunesse, c'est ce que les dirigeants doivent faire. Nous vous avons vu revendiquer plus d'espace et la confiance que le président de la Répu-

blique a placée en votre personne est la preuve qu'il a saisi la voie de la jeunesse. Cette nouvelle équipe traduit une vraie gouvernance intergénérationnelle. Vous êtes ce sang nouveau venu pour raviver la nation », a-t-il indiqué.

Anatole Collinet Makosso a enfin rassuré la nouvelle venue de sa disponibilité et a reconnu le talent, l'énergie et la compétence nécessaire de Destinée Ermela Doukaga quant à conduire la jeunesse congolaise. « Vous avez dans la main droite la table de la loi que le chef de l'Etat a placée entre vos mains à travers le sceau de la République pour que vous puissiez continuer à encadrer cette jeunesse, de façon à l'extraire de l'océan d'antivaleurs, de façon à ne pas permettre que ce sang nouveau qui vient vivifier la nation ne soit pas infecté d'antivaleurs que le président a décriées dans son discours d'investiture », a-t-il conclu.

Parfait Wilfried Douniama

LES DÉPÊCHES DE BRAZZAVILLE

Les Dépêches de Brazzaville sont une publication de l'Agence d'Information d'Afrique centrale (ADIAC)
Site Internet : www.brazzaville-adiac.com

DIRECTION

Directeur de la publication : Jean-Paul Pigasse
Secrétariat : Raïssa Angombo

RÉDACTIONS

Directeur des rédactions : Émile Gankama
Assistante : Leslie Kanga
Photothèque : Sandra Ignamout

Secrétariat des rédactions :

Clotilde Ibara, Jean Kodila
Rewriting : Arnaud Bienvenu Zodialo,
Norbert Biembédi, François Ansi

RÉDACTION DE BRAZZAVILLE

Rédacteur en chef : Guy-Gervais Kitina,
Thierry Nougou

Service Société : Parfait Wilfried Douniama
(chef de service) Guillaume Ondzé, Fortuné Ibara, Lydie Gisèle Oko

Service Politique : Roger Ngombé (chef de service), Jean Jacques Koubemba, Firmin Oyé

Service Économie : Nancy France Loutou-

mba (chef de service) ; Quentin Loubou,
Fiacre Kombo, Lopelle Mboussa Gassia
Service International : Nestor N'Gampoula
(chef de service), Yvette Reine Nzaba, Josiane
Mambou Loukoula, Rock Ngassakys

Service Culture et arts : Bruno Okokana
(chef de service),
Hermione Désirée Ngoma, Rosalie Bindika

Service Sport : James Golden Eloué
(chef de service), Rominique Nerplat Makaya
Édition du samedi : Meryll Mezath
(Rédactrice en chef), Durlly Emilia Gankama

RÉDACTION DE POINTE-NOIRE

Rédacteur en chef : Faustin Akono
Lucie Prisca Condhet N'Zinga, Hervé Brice
Mampouya, Charlem Léa Legnoki,
Prosper Mabonzo, Séverin Ibara

Commercial : Mélaïne Eta
Bureau de Pointe-Noire : Av. Germain
Bikoumat : Immeuble Les Palmiers (à côté
de la Radio-Congo
Pointe-Noire). Tél. (+242) 06 963 31 34

RÉDACTION DE KINSHASA

Directeur de l'Agence : Ange Pongault
Chef d'Agence : Nana Londole
Rédacteur en chef : Jules Tambwe Itagali

Coordonateur : Alain Diasso

Économie : Laurent Essolomwa, Gypsie Oïssa

Société : Lucien Dianzenza, Aline Nzuzi

Sports : Martin Enyimo

Relations publiques : Adrienne Londole

Service commercial : Marcel Myande,
Stella Bope

Comptabilité et administration : Lukombo

Caisse : Blandine Kapinga

Distribution et vente : Jean Lesly Goga

Bureau de Kinshasa : Colonel Ebeya

n° 1430, commune de la Gombe / Kinshasa

- RDC - Tél. (+243) 015 166 200

Rédaction de Dolisie : Lucien Mpama

MAQUETTE

Eudes Banzouzi (chef de service)

Cyriaque Brice Zoba, Mesmin Boussa,
Stanislas Okassou

INTERNATIONAL

Directrice : Bénédicte de Capèle

Adjoint à la direction : Christian Balende

Rédaction : Camille Delourme, Noël Ndong,
Marie-Alfred Ngoma

Administration : Béatrice Ysnel

ADMINISTRATION ET FINANCES

Directrice : Lydie Pongault

Secrétariat : Armelle Mounzeo

Chef de service : Abira Kiobi

Suivi des fournisseurs : Farel Mboko

Comptabilisation des ventes, suivi des
annonces : Wilson Gakosso

Personnel et paie : Martial Mombongo

Stocks : Arcade Bikondi

Caisse principale : Sorrelle Oba

PUBLICITÉ

Directeur : Charles Zodialo

Assistante commerciale : Hortensia
Olabouré

Commercial Brazzaville : Rodrigue Ongagna,
Mildred Moukenga

Commercial Pointe-Noire : Mélaïne Eta Anto

DIFFUSION

Directeur : Philippe Garcia

Assistante de direction : Sylvia Addhas

Diffusion de Brazzaville : Guyche Mot-
signet, Brice Tsébé, Irin Mauakani

Diffusion Kinshasa : Adrienne Londole

Diffusion Pointe-Noire : Bob Sorel Moubélé Ngon

INFORMATIQUE

Directeur : Gérard Ebami-Sala

Narcisse Ofoulou Tsamaka (chef de
service), Rively Gérard Ebami-Sala, Myck
Mienet Mehdi, Mbengué Okandzé

IMPRIMERIE

Directeur : Emmanuel Mbengué

Assistante : Dina Dorcas Tsoumou

Directeur adjoint : Guillaume Pigasse

Assistante : Marlaine Angombo

Gestion des ressources humaines : Martial Mombongo

Chef de service prépresse : Eudes Banzouzi

Chef de production : François Diatoulou Mayola

Gestion des stocks : Elvy Bombete

LIBRAIRIE BRAZZAVILLE

Directrice : Lydie Pongault

Émilie Moundako Éyala (chef de service),
Eustel Chrispain Stevy Oba, Nely Carole
Biantomba, Epiphany Mozali

Adresse : 84, bd Denis-Sassou-N'Guesso,
immeuble Les Manguiers (Mpila),
Brazzaville - République du Congo

Tél. : (+242) 06 930 82 17

GALERIE CONGO BRAZZAVILLE

Directrice : Lydie Pongault

Hélène Ntsiba (chef de service), Astrid
Balimba

ADIAC

Agence d'Information d'Afrique centrale

www.lesdepêchesdebrazzaville.com

Siège social : 84, bd Denis-Sassou-N'Guesso,
immeuble Les Manguiers (Mpila), Brazzaville,
République du Congo / Tél. : (+242) 05 532.01.09

Président : Jean-Paul Pigasse

Directrice générale : Bénédicte de Capèle

Secrétaire général : Ange Pongault

CHOC PÉTROLIER

La Banque mondiale invite le Congo à rationaliser son économie

Au cours d'une conférence de presse, le 11 mai à Brazzaville, le représentant résident de la Banque mondiale au Congo, Djibrilla Issa, a salué la contribution (60%) de l'Etat congolais au Plan national de développement 2012-2016. En vue d'atténuer l'impact de la baisse du prix du pétrole, Djibrilla Issa invite le gouvernement congolais à investir davantage dans des secteurs à fort potentiel comme l'agriculture.

La question de la diversification de l'économie congolaise a été posée dans le plan national de développement 2012-2016 élaboré dans le cadre du partenariat entre la République du Congo et la Banque mondiale (BM). Afin d'atténuer l'impact de la baisse du prix du pétrole et maintenir l'équilibre macroéconomique du pays, le gouvernement congolais, grâce aux appuis technique et financier de la Banque mondiale, a entrepris de nombreuses réformes. Outre le développement des secteurs hors pétrole, le pays s'est engagé à améliorer son climat des affaires et à s'ouvrir au marché extérieur.

« Est-ce que la diversification de l'économie souhaitée est achevée ? Non. Est-ce que des progrès ont été faits ? Oui. Est-ce qu'il y a encore des choses à faire ? Oui. Dans quel sens ? Je pense qu'il faudrait qu'ensemble nous puissions définir les priorités », a déclaré mercredi Djibrilla Issa lors d'une conférence de presse marquant le lancement officiel des activités 2016-2017

de l'institution financière au Congo.

D'après Djibrilla Issa, le plus important pour la République du Congo est de rationaliser

savoir la compétitivité emploi ; l'appui aux partenaires sociaux et aux institutions de l'Etat, Djibrilla a invité les autorités congolaises à accé-



Des journalistes présents à la conférence

les investissements publics dans des secteurs qui ont de fort potentiel et où ils sont rentables pour générer de la croissance. « Le défi, c'est celui-là », a-t-il indiqué.

S'appuyant sur les trois piliers de partenariat Congo/BM, à

lérer la cadence des réformes pour permettre au pays d'être compétitif sur le marché mondial. Parmi les secteurs à fort potentiel, l'économiste nigérien insiste sur le domaine agricole. « L'agriculture familiale et commerciale a un

fort potentiel qui pourrait soutenir l'économie congolaise et générer l'emploi et la croissance », a-t-il rassuré. Face à la chute des prix des matières premières, beaucoup de pays ont tendance à faire recours à l'endettement pour pouvoir financer leurs programmes d'investissements.

ment, il faudrait que celui-ci puisse financer les secteurs qui sont porteurs de croissance, c'est-à-dire qui n'augmentent pas le taux de la dette », recommande Djibrilla Issa. Il s'agit, selon lui de financer des investissements utiles, c'est-à-dire qui peuvent maintenir les bases de l'économie, assurer l'équilibre macroéconomique, offrir des services sociaux de base notamment l'éducation et la santé, ainsi qu'améliorer les conditions de vie de la population.

En rappel, le gouvernement congolais a élaboré un plan national de développement avec 12 importants projets de développement. Le PND 2012-2016 dont l'objectif est de diversifier l'économie afin d'accélérer la croissance, la création d'emplois et la réduction de la pauvreté ; d'impulser l'émergence du Congo, a été conçu en quatre documents principaux. Etant donné que d'autres projets n'ont pas été totalement réalisés, la Banque mondiale propose à son partenaire congolais un nouveau cadre de partenariat qui tiendra compte des nouvelles priorités du gouvernement congolais.

Fiacre Kombo

TÉLÉCOMMUNICATIONS

Airtel continuera d'opérer au Congo

Le président du conseil d'administration d'Airtel Afrique, Christian de Faria, a exprimé, lors d'un entretien avec le ministre des Postes et télécommunications, Léon Juste Ibombo, la volonté de l'opérateur indien de continuer de faire partie des sociétés de téléphonie mobile opérant en République du Congo.

« Je suis venu faire le point des télécommunications de ce pays avec le ministre, et lui exprimer notre volonté de rester au Congo, puis continuer d'investir dans les nouvelles technologies en formant 5000 jeunes. L'optique étant d'améliorer, via cet investissement, la qualité des services qui est toujours au centre des préoccupations de nos abonnés », a indiqué le président du conseil d'administration d'Airtel Afrique, ajoutant : « Nous allons également développer avec la tutelle, des programmes pour faire en sorte que le Congo soit non seulement à la pointe des technologies mais sur-

tout, leader au niveau de la sous-région. La tutelle nous a garanti son soutien pour développer nos projets futurs ».

Rappelons qu'Orange et Airtel avaient annoncé dans un communiqué commun diffusé en juillet dernier, être entrés en négociations exclusives pour la vente des filiales du groupe indien au Burkina, au Congo, au Tchad et en Sierra Leone, au groupe français. L'enregistrement des résultats financiers décevants en Afrique au cours de son dernier exercice fiscal mars 2014-mars 2015 (une perte nette de 580 millions de dollars sur le continent), serait la principale raison de la vente



Léon Juste Ibombo et Christian de Faria à la sortie de l'audience

de ces filiales qui ne représentent qu'environ 15% des revenus africains du groupe. Présent dans 17 pays africains, Airtel compte 76,2

millions de clients sur ce continent pour 4,4 milliards de dollars de revenus. Son entrée dans le continent africain en 2010 lui avait coûté

9 milliards de dollars. Une somme ayant servi au rachat de 15 actifs au sud du Sahara, auprès du koweïtien Zain.

Lopelle Mboussa Gassia

FACULTÉ DES SCIENCES ÉCONOMIQUES

Onze étudiants de l'option population et développement soutiennent leurs mémoires de Master

Onze étudiants de niveau Master à la faculté des Sciences économiques de l'université Marien-Ngouabi, ont soutenu leur mémoire de fin de cycle. Ces soutenances ont eu lieu au nouveau site de la faculté, derrière l'amphi 600.

Déclarés tous admis avec mention « Bien », nous avons rencontré à l'issue de cette soutenance l'un d'eux, l'impétrant Lucien Emmanuel Francky Ibata (30 ans), qui a soutenu son mémoire sur le thème « Connaissances, attitudes et pratiques des adolescentes sur les grossesses précoces : cas des adolescentes âgées de 12 à 19 ans en milieu scolaire à Brazzaville et Pointe-Noire ». Il a fallu quatre (4) mois à l'impétrant pour mener ses recherches. Celles-ci ont eu lieu dans la période allant du 06 octobre 2014 au 26 février 2015 dans les villes de Brazzaville et Pointe-Noire.

Quant aux résultats de son investigation : 71,63% des adolescentes ne savaient pas calculer leur cycle menstruel ; 81% des adolescentes ne parlaient pas de sexualité avec leur tuteur par honte ou par le fait de la considérer comme sujet tabou ; l'âge du premier



L'impétrant Lucien Emmanuel Francky Ibata (à gauche)

rapport sexuel des adolescentes variait entre 9 ans et 19 ans ; 55,81% des adolescentes ont eu leur premier rapport sexuel du fait de l'influence du partenaire ; les extrêmes de la pratique des avortements étaient de 1 à +7 fois (61,70% ont avorté 1 fois ; 22,70% ont avorté 2 fois ; 9,92% ont avorté 3 fois) ; lors de la pratique de l'avortement les adolescentes étaient assistées par le partenaire (42,55%), la maman (29,79%) et une amie (9,92%). L'impétrant a aussi épinglé plusieurs variables qui influencent la survenue des grossesses précoces, à savoir : le revenu du tuteur, la source d'information, l'âge d'apparition des premières règles, la non connaissance du calcul du cycle menstruel, l'âge du premier rapport sexuel, l'imposition du partenaire à la non utilisation du préservatif lors des rapports sexuels, les rapports sexuels payants et l'appartenance religieuse.

Par ailleurs, plusieurs recommandations ont été faites au gouvernement, aux organisa-

tions non-gouvernementales (Ongs), aux parents et aux adolescentes suite aux résultats de cette investigation. Il s'agit entre autres de : créer des programmes d'enseignement approfondis sur la bonne utilisation des différentes méthodes contraceptives ; créer des espaces d'échange avec les parents sur les tabous sexuels ; créer des structures de counseling et d'écoute des adolescents sur la sexualité par des pairs éducateurs et agents de santé ; organiser des campagnes de sensibilisation avec les relais communautaires, plus particulièrement à l'intention des adolescentes en milieu scolaire en levant les préjugés qui entourent l'utilisation des méthodes contraceptives modernes ; expliquer aux adolescentes par des causeries individuelles et des conférences, la nocivité des avortements ; parler de sexualité avec les enfants sans tabous dès la fin du cycle primaire ; éviter de faire avorter les adolescentes afin de prévenir l'irréparable.

Bruno Okokana

VISITEZ LE MUSÉE GALÉRIE DU BASSIN DU CONGO

Musée Congo
des Bassins du Congo

du LUNDI à VENDREDI (9h-17h)
et SAMEDI (9h-13h)

Expositions et projections

SCULPTURES PEINTURES
CANEVANS MOSAÏQUE

UNE DANS SOUS LES EXPRESSIONS

de la **Tradition**
à la **Modernité**

site 84 Boulevard Denis Sassou Nguesso
immeuble les manguiers - Mpila
dans l'enceinte des Dépêche de Brazzaville

JEUNESSE ET ÉDUCATION CIVIQUE

La nouvelle ministre fait l'état des lieux des administrations sous tutelle

La ministre de la Jeunesse et de l'éducation civique, Destinée Ermela Doukaga, a visité le 11 mai à Brazzaville plusieurs structures et administrations placées sous son autorité.

Plusieurs administrations ont été visitées par la ministre dans le cadre d'une prise de contact avec ses collaborateurs. Elle s'est rendue successivement à la direction générale de l'éducation civique ; à la direction générale de la jeunesse ; au siège du Conseil national de la jeunesse (Cnj)- Congo ; au centre d'accueil et des loisirs du Djoué et au domicile du directeur de ce Centre, au Camp Auguste Bitsindou ; au siège de la Nouvelle jeunesse du Congo (Njeco) ; à la direction du parc d'attraction de la jeunesse ; à la case Makoko et enfin à l'Institut national de la jeunesse et des sports (Injs).

Ces descentes ont permis à la ministre Doukaga d'aller à la rencontre des cadres du ministère de la Jeunesse et de l'éducation civique et apprécier le niveau du travail effectué par ces derniers.

« Nous les avons entendus. Partout où nous sommes passés il y avait plus de revendications sur les conditions de travail. Nous avons pris note. Il est important d'abord de rappeler que le discours d'investiture du chef de l'Etat est aujourd'hui une norme de référence. Les jeunes s'impatientent de voir leurs problèmes être pris en compte de façon effective. Il nous revient d'aller vers eux pour les rassurer que le travail se fait avec diligence sous le contrôle du chef de l'Etat », a expliqué la ministre Destinée Ermela Doukaga.

Toutefois, la jeunesse est une classe d'âge. Elle désigne aussi l'état optimal des facultés physiques et intellectuelles d'une personne, incluant sa maturité, par opposition à la sénescence durant laquelle les activités et les performances déclinent en raison du vieillissement. Pour la sociologie, le terme jeunesse fait référence au temps entre l'enfance et l'âge adulte. Pour rassurer l'ensemble de ses collaborateurs, la ministre Destinée Ermela Doukaga les a encouragés en ces termes : « Je salue l'abnégation de tous mes collaborateurs qui ne se sont pas lassés malgré leurs conditions de travail. Je les exhorte à continuer parce que le président de la République est à leur écoute et tient à cœur leurs problèmes. Nous allons lui porter toutes ces doléances ».

Ainsi donc, pour faire face aux nombreux défis des jeunes, le ministère devrait s'imposer et accompagner certaines politiques et actions du gouvernement. L'éducation civique qui est un domaine portant sur les valeurs civiques et morales, diffère selon les pays et les époques. Au Congo Brazzaville, il a été auparavant question d'enseigner seulement la morale. Et à la ministre d'ajouter : « Pour les questions de civisme, nous allons essayer de mettre sur pied des actions concrètes. Nous avons fait assez de discours, nous allons passer aux actions. Nous prévoyons même une rencontre avec les jeunes de toutes les sensibilités et comptons dépolitiser les débats. L'initiative consistera à donner la forme aux idées énoncées par le chef de l'Etat dans son programme la Marche vers le développement ».

Fortuné Ibara

PSYCHOLOGIE ET SANTÉ PUBLIQUE

Une journée sur la problématique se tient aujourd'hui à Brazzaville

La première Journée de psychologie et de santé publique au Congo, qui s'ouvre aujourd'hui à l'auditorium du Centre hospitalier et universitaire de Brazzaville (CHUB), vise à partager les expériences novatrices entre les champs disciplinaires à travers les communications et exposés, et la mise en place d'un cadre de concertation entre les différents partenaires institutionnels, onusiens, humanitaires, associatifs et universitaires.

Ces travaux se proposent de mener une réflexion stratégique sur les réponses à la souffrance psychologique notamment celle liée à la problématique des pathologies psychosomatiques et psycho traumatiques observées en milieu hospitalier, plus précisément dans certains services de médecine interne du CHUB.

Au cours de cet atelier d'un jour, les trente spécialistes universitaires et experts des agences des Nations unies vont développer des exposés et communications qui porteront entre autres sur : « Souffrance psychologique et problématique psychosomatique » par le Pr Dieudonné Tsokini ; « Manifestations du stress, du traumatisme psychique et culture » par le Dr Michel Dzalou ; « Le stress en cardiologie » par le Dr Reine Mayala ; « Expérience de prise en charge des psycho traumatiques : cas de la République centrafricaine » ; « Diplomatie humanitaire et actions de secours en situation d'ur-

gence » par le Dr Lambert Boteya Djoké ; « L'ethnographie du Centre national de traitement des traumatismes psychiques » par le psychologue anthropologue Martin Yaba et « La médecine des catastrophes » par le Dr Ngakeni.

Les travaux seront conduits sui-

ganisations humanitaires.

Notons que c'est en réponse à des situations psychopathogènes de nature psycho somatique et psycho traumatique que la Faculté des lettres et des sciences humaines (FLSH) de l'Université Marien Nguabi de Brazzaville, par le biais



Pr Dieudonné Tsokini, psychologue et doyen de la FLSH

vant une approche participative et interactive. Les exposés liminaires seront suivis de débats en plénière. Le public ciblé est le personnel de santé ; les enseignants et étudiants de la Faculté des sciences de la santé ; les enseignants et étudiants du parcours-type psychologie ; les étudiants de l'Ecole paramédicale et médico-sociale ; les étudiants de l'Institut social du travail ; les représentants des organisations onusiennes et les représentants des or-

du parcours-type psychologie a initié cette journée-atelier sur « Psychologie et santé publique au Congo », sous la direction du Pr Dieudonné Tsokini, psychologue et doyen de la FLSH. Cet atelier est une initiative d'intérêt public et communautaire et est conjointement organisée avec le CHUB, les secteurs gouvernementaux, les partenaires techniques, les organisations humanitaires et celles de la société civile.

Roger Ngombé

EDUCATION

Le gouvernement américain favorable à la poursuite du programme des cantines scolaires

Mis en œuvre depuis 2002 par l'ONG américaine Partenariat international pour le développement humain (IPHD) et le PAM (Programme alimentaire mondial), le programme d'assistance scolaire au Congo dont la fin était prévue pour cette année, est en passe d'être prolongé.

La représentante du département américain de l'Agriculture (USDA), Erika Beltran, qui séjourne au Congo depuis quelques jours, a échangé le 11 mai avec le ministre de l'Enseignement primaire, secondaire et de l'alphabétisation, Anatole Collinet Makosso, sur le programme des cantines scolaires, cofinancé par les gouvernements congolais et américain. Ce programme est exécuté chaque année pendant neuf mois.

« Nous sommes venus pour évaluer et voir les possibilités d'une éventuelle pour-

suite du programme. Le gouvernement américain s'est engagé à prendre en charge jusqu'aujourd'hui plus de 30 000 enfants, et le Congo devrait tout faire pour couvrir tout le pays, mais actuellement il est à 40% », a expliqué Erika Beltran à la presse, espérant que ce programme s'étendra sur toute l'étendue du territoire national et se poursuivra pendant plusieurs années.

Accompagnée du représentant résident de l'IPHD au Congo, Cristian Liviu Balan, la déléguée du gouvernement américain s'est, enfin, dite satisfaite du niveau d'exécution du programme et de l'excellence des relations entre les deux gouvernements, à travers l'IPHD qui est un bon partenaire. Pour la bonne exécution du projet, il a été mis en place



Erika Beltran et Cristian Liviu Balan (Interprète), répondant à la presse ; crédit photo Adiac au niveau local, une cellule de suivi. Selon des spécialistes, l'impact réel des cantines scolaires sur le rendement est plus que visible à travers des indicateurs tels que : l'augmentation du taux de fréquentation ; la diminution du taux d'abandon précoce et l'augmentation du taux de réussite dans toutes les écoles bénéficiaires.

Rappelons que le programme des cantines scolaires couvre actuellement 165 mille enfants dont 125 mille financés par le gouvernement congolais. En effet, de 2002 à 2011, ce programme a été entièrement financé par le gouvernement américain à hauteur de 125 millions de dollars, soit plus de 60 milliards FCFA. Le gouvernement congolais a pris le relais à partir de 2011 pour un financement atteignant près de 25 millions de dollars, soit 12 milliards de FCFA. L'année 2016 consacre la fin de la période de transition et le Congo devrait en prendre le témoin. La mission d'Erika Beltran intervient quelques semaines seulement après celle d'évaluation effectuée par l'expert de l'IPHD, Uli Locher, de nationalité canadienne.

Parfait Wilfried Douniama

SANTÉ DE LA REPRODUCTION

De nombreux défis à relever pour le nouveau bureau de l'ACBEF

Le nouveau président du Comité exécutif de l'Association congolaise pour le bien-être familial (ACBEF), Julien Bambi, a annoncé le 8 mai que son combat est de relever les défis de cette association.

Julien Bambi l'a fait savoir après son élection à ce poste à l'issue des travaux de la 13e assemblée générale organisée du 7 au 8 mai, à Brazzaville. Il dirige un bureau composé de cinq membres. En outre, un comité d'audit de trois membres dirigé par Bienvenu Mboko a été mis en place.

En effet, explique Julien Bambi, ce nouveau bureau est celui d'un combat qui consiste à relever des grands défis notamment sur la diminution du chiffre indicatif de planification de l'association, les ressources ainsi que les revendications du personnel licencié de l'ACBEF.

Le nouveau président a félicité les efforts déployés par son prédécesseur qui a dirigé pendant six ans. « Ce nouveau bureau est celui d'un combat car il consiste à relever de grands défis avec l'effort de tous les volontaires dont il est nécessaire d'élargir la base », a-t-il indiqué. Julien Bambi a invité

les volontaires à se remobiliser avant d'assurer qu'une synergie sera établie entre eux et le personnel pour la bonne marche de l'association. Notons que les travaux

de la 13e assemblée générale ont été ouverts par la présidente sortante, Jeanne Françoise Lekomba Loumbo Pombo, en présence des délégués venus des antennes des villes de Pointe-Noire, Dolisie et Brazzaville.



Les participants à la 13e assemblée générale de l'ACBEF

de la 13e assemblée générale ont été ouverts par la présidente sortante, Jeanne Françoise Lekomba Loumbo Pombo, en présence des délégués venus des antennes des villes de Pointe-Noire, Dolisie et Brazzaville.

L'ordre du jour a porté sur les questions de procédures, la présentation et l'adoption des rapports des organes, l'adoption des documents stratégiques de l'associa-

Quelques recommandations et résolutions

tion membre (MA) ainsi que l'élection des organes de gouvernance.

Après examens des points inscrits à l'ordre du jour, les participants ont adopté les recommandations et résolutions relatives à l'association. Ils exhortent l'organisation non gouvernementale (ONG) dénommée Fédération internationale pour la planification familiale à appuyer les efforts de plaidoyer pour la mobilisation des ressources auprès des autres partenaires ; le comité

exécutif à entreprendre des démarches pour renforcer la reconnaissance de l'ACBEF comme une Ong d'utilité publique de l'Etat. Les résolutions portent sur

la signature et l'examen relatifs aux conflits d'intérêt dans le mois en cours et sur la matérialisation de la fermeture des antennes. Par ailleurs, cette assemblée a pris des actes en autorisant le comité exécutif d'adopter et valider les documents portant sur le manuel des procédures, le livret d'accueil du salarié ; la stratégie de mobilisation ainsi que le règlement intérieur de l'ACBEF.

Lydie Gisèle Oko

FRANCE

François Hollande se rendra en Centrafrique et au Nigeria du 13 au 14 mai

Cette visite doit conduire le président français en Centrafrique et au Nigeria pour un sommet sur la sécurité.

À Bangui en Centrafrique, le 13 mai, François Hollande va apporter son soutien à la paix et à la stabilité, après l'élection de Faustin Archange Touadéra, qu'il a rencontré à la fin du mois d'avril, et après les élections législatives. La France a déployé 1300 militaires en Centrafrique dans le cadre de la mission Sangaris, en appui à la Minusca. Une poignée de ces soldats est régulièrement citée dans les cas d'abus sexuels. Le président français décollera pour Abuja au Nigeria, en début de soirée, et participera le 14 mai au sommet régional sur la sécurité. Cette visite permettra également de renforcer les relations bilatérales entre les deux pays, indique un communiqué de l'Elysée.

François Hollande s'entretiendra avec ses homologues de la commission du bassin du lac Tchad (CBLT - Cameroun, Niger, Tchad, Bénin et Nigeria) sur le groupe terroriste Boko Haram, et la force multinationale mixte (FMM), mise en place par ces Etats pour coordonner leur action contre le groupe.

Noël Ndong

AIRFRANCE

FRANCE IS IN THE AIR



AU DÉPART DE BRAZZAVILLE
MILAN

À PARTIR DE
654 900 FCFA TTC A/R

AIRFRANCE KLM WWW.AIRFRANCE.CG

Via Paris. Tarif TTC aller/retour, hors frais de service, soumis à conditions et modifiable sans préavis. Renseignez-vous auprès d'Air France au 05 531 21 51 ou 22 281 27 19, sur www.airfrance.cg ou auprès de votre agence de voyages habituelle.

Radisson **BLU**
M'BAMOU PALACE HOTEL
BRAZZAVILLE

TRU BLU TRU MARIAGE

DITES-NOUS "OUI"

POUR LE PLUS BEAU JOUR DE VOTRE VIE

RADISSON BLU M'BAMOU PALACE HOTEL
Avenue Amilcar Cabral Centre Ville, Brazzaville, République du Congo
T: +242 05 050 60 60 reservations.brazzaville@radissonblu.com
www.radissonblu.com/en/hotel-brazzaville



LES VENDREDIS DU JAZZ



UN SON AUTHENTIQUE
POUR UN MOMENT EXCEPTIONNEL

AVEC FREDY MABANZA & WAKASSA GROUP

VENDREDI 13 MAI DE 19H30 À 22H

ESSENGO BAR



PEFACO HOTEL MAYA MAYA

AÉROPORT INTERNATIONAL DE BRAZZAVILLE



CONGO/FRANCE

Commémoration de la victoire du 8 mai à l'École préparatoire Général Leclerc

Le ministre de la Défense nationale, Charles Richard Mondjo, a présidé ce dimanche 8 mai, la cérémonie organisée à l'occasion du 71^e anniversaire de la libération de la France en présence des autorités civiles et militaires.

Elle a été marquée par plusieurs temps forts. D'abord le message du secrétaire d'Etat français auprès du ministre de la Défense, chargé des Anciens combattants, ensuite la mémoire lue par le lieutenant-colonel Laurent Emerand, conseiller technique du chef d'état-major général et des Forces armées congolaises (FAC) qui a indiqué qu'« En ce 71^e anniversaire de la fin des combats de la Seconde Guerre mondiale, il ne faut pas cesser de visiter et d'arpenter ces lieux qui nous rappellent que de toutes ces souffrances et tous ces courages est née l'Europe libre et en paix : un héritage dont nous devons rester les gardiens vigilants ».

Enfin, la fanfare nationale a entonné la Marseillaise et la Congolaise. A l'issue, plusieurs éléments de la garde républicaine ont accompagné les autorités pour le dépôt de gerbes de fleurs à la stèle Général Le-



clerc. Il s'agit notamment des autorités suivantes: le ministre de la Défense de la République du Congo ; l'ambassadeur de France au Congo Jean-Pierre Vidon, d'Allemagne Thomas Strieder ; le représentant du député maire de la ville de Brazzaville ; l'administrateur maire de l'arrondissement 2 Baongo, Simone Loubienga et le président de l'Office nationale des Anciens combattants, Pierre

La cérémonie du dépôt de gerbes des fleurs Obou. Trois Anciens combattants ont été décorés.

En rappel : la capitulation générale fut signée le 9 mai à 0h16. La reddition sans conditions de l'Allemagne nazie mit fin en Europe à un conflit de six ans qui fit plusieurs dizaines de millions de morts. La cérémonie s'est achevée par un défilé militaire suivi d'un cocktail partagé en toute convivialité.

Guillaume Ondzé

PARTENARIAT

L'Afrique, avenir de l'Europe

Plus que jamais, le Premier ministre italien, Matteo Renzi, croit qu'il n'y a pas d'espace européen possible si l'on détourne son regard de l'Afrique. A plusieurs reprises, M. Matteo Renzi a réaffirmé sa foi en l'Afrique, un continent qu'il a visité trois fois en un peu plus de deux ans à la primature.

Au moment où le populisme gagne du terrain et que les opinions occidentales semblent se laisser aller à la peur du migrant vu comme source de bien des dangers et de mal-intégration, le président du conseil italien veut redynamiser ses « troupes » autour de l'idée d'une Afrique partenaire. A Rome, lundi, il s'est adressé à la direction du Parti démocratique, le parti qui gouverne actuellement l'Italie et dont il est le secrétaire général. Le Premier ministre promet une sorte de plan Marshall pour l'Afrique visant le tarissement des flux migratoires par le développement. Son plan s'intitule « Migration compact » ; il inclut la lutte contre l'immigration clandestine depuis les pays d'origine par l'investissement. « Si l'on veut croire en l'Afrique, nous devons avoir une vision d'ensemble. Face à un défi comme celui-ci (les flux migratoires, Ndlr), le choix ne peut se réduire aux aboiements ou au renfermement sur soi par un « bonnisme » du type : courage, venez, venez. Ces deux solutions sont vouées

à l'échec », a dit M. Matteo Renzi au directoire de son parti réuni à Rome.

Le Premier ministre italien se caractérise par un volontarisme qui l'a vu souvent triompher des sceptiques, dans son parti et en dehors, grâce à un pragmatisme qui lui vaut des félicitations y compris à l'Union européenne. « Il nous faut prendre en compte la souffrance d'un

« Il nous faut prendre en compte la souffrance d'un continent comme l'Afrique, en choisissant de replacer la Méditerranée au centre, ainsi que de grandes intuitions de la politique italienne, et pas seulement au gouvernement, l'ont compris. Les Chinois l'ont compris, même si dans certains des pays africains il faut conjuguer investissements et démocratie »

continent comme l'Afrique, en choisissant de replacer la Méditerranée au centre, ainsi que de grandes intuitions de la politique italienne, et pas seulement au gouvernement, l'ont compris. Les Chinois l'ont compris, même si dans certains des pays africains il faut conju-

guer investissements et démocratie », a souligné M. Renzi.

« Il s'agit aussi de comprendre que les perspectives de développement économique ne sont pas l'unique solution pour combattre la pauvreté », a-t-il ajouté. Pour lui, les mentalités en Europe ont évolué au point de rejoindre un point de vue soutenu par l'Italie seule depuis des années : « ou bien l'Europe règle la question des migrations, ou bien ce sera un problème sans fin ». C'est dans cette ligne de conduite que Rome pousse pour un retour rapide de la normalité en Libye, pays de transit des migrants et

sans gouvernement accepté depuis 2011. Investir en Erythrée, au Soudan, en Ethiopie et au Maghreb contribuera à assécher les points de départ ou de transit des migrants, estime-t-on à Rome.

Lucien Mpama

CÔTE D'IVOIRE

Simone Gbagbo sera jugée à partir du 31 mai

Incarcérée à Abidjan, Simone Gbagbo, l'épouse de l'ancien président Laurent Gbagbo va être jugée pour crimes contre l'humanité commis lors de la crise postélectorale de 2010-2011.

L'ex-première dame qui est également poursuivie pour crimes contre l'humanité par la Cour pénale internationale (CPI) était présente lundi au tribunal de son pays, mais a refusé de se prêter aux questions de la presse. Si son mari est actuellement jugé à la CPI, les autorités ivoiriennes ont jusqu'à présent refusé le transfert de Simone Gbagbo à La Haye, aux Pays-Bas.

En attendant l'issue que prendra le procès, la défense de l'ex-première dame de Côte d'Ivoire a parlé lundi de « procès politique » et mis en cause la composition du jury. Elle a notamment fait remarquer que ce jury est dominé par des personnes issues du Nord du pays, alors que Simone Gbagbo est poursuivie pour avoir fait tuer des gens originaires de cette partie du pays.

Réagissant à ces allégations, le procureur général de la Cour d'appel d'Abidjan, Aly Yeo, a invité toutes les parties à « éviter toute déclaration tendancieuse » visant à jeter le discrédit sur cette cour et sur la régularité du procès. Dans un communiqué, il a assuré que le procès se tenait « devant une cour légalement constituée en toute transparence par les procédures prévues par les lois ». « La liste de jury criminel ne comprend que des personnalités (chefs traditionnels, notables, hauts fonctionnaires à la retraite, etc...) choisies par le préfet de région en raison de leur bonne moralité, de leur probité et de leur honnêteté. En conséquence, il ne peut être soutenu que tel ou tel juré a été choisi suivant son appartenance ethnique ou régionale, encore moins religieuse », a ajouté le procureur général.

Aly Yeo a par ailleurs indiqué que la Côte d'Ivoire préfère les personnes poursuivies pour crime contre l'humanité et crime de guerre commis sur le territoire national devant sa propre juridiction et non devant la Cour pénale internationale (CPI). Pour le procureur général ce choix se justifie au fait que la CPI n'a qu'une « compétence subsidiaire et complémentaire des juridictions nationales ».

Considérée comme protagoniste majeure de la crise postélectorale suscitée, Simone Gbagbo avait déjà été condamnée dans son pays en mars 2015 à 20 ans de prison, notamment pour « attentat contre l'autorité de l'Etat ».

Si l'ex-première dame de Côte d'Ivoire est jugée dans son pays, à La Haye, cependant, le procès de Laurent Gbagbo et de Charles Blé Goudé a repris lundi avec l'audition du témoin anonyme P441. La parole a été aussi bien donnée à l'accusation qu'à la défense, qui a mis le témoin face à ses contradictions, notamment en évoquant ses déclarations faites aux enquêteurs de la CPI.

Rappelons que la crise postélectorale en Côte d'Ivoire était née du refus de Laurent Gbagbo de reconnaître la victoire d'Alassane Ouattara à l'élection présidentielle de novembre 2010. Les violences qui en sont découlées avaient fait plus de 3.000 morts.

Nestor N'Gampoula

GÉNOCIDE ET CRIMES CONTRE L'HUMANITÉ

Deux anciens bourgmestres rwandais comparaissent à Paris

Le procès de deux anciens bourgmestres rwandais, Octavien Ngenzi et Tito Barahirwa, s'est ouvert le 10 mai devant la Cour d'assises de Paris.

Octavien Ngenzi et Tito Barahirwa sont jugés pour crimes, génocide et crimes contre l'humanité, suite aux massacres perpétrés contre les tutsis en 1994.

Les Parties civiles, personnes physiques et associations, se sont félicitées de l'ouverture du procès « qui marque, après celui de Pascal Simbikangwa, une nouvelle étape importante dans la lutte contre l'impunité des auteurs du génocide commis contre les Tutsis au Rwanda, au cours duquel sont mortes près d'un million de personnes ».

Marie-Thérèse Mukamwezi, une rescapée du 13 avril 1994 se souvient du massacre de 300 Tutsis qui pensaient avoir échappé à la mort en se réfugiant dans une église. Elle tient pour responsables Octavien Ngenzi et Tito Barahirwa, qui ne nient pas les faits.

Pendant deux mois, dont 38 jours d'audience, 31 tonnes de procédures et plus de 90 témoins, deux comparses seront jugés pour « crimes contre l'humanité, génocide et pratique massive et systématique d'exécutions sommaires en application d'un plan concerté tendant à la destruction » des Tutsis.

La question de l'attitude de la force française turquoise lors de ce génocide ne sera pas esquivée. Le général Jean-Claude Lafourcade, chef de la Force, a été entendu en janvier dernier, comme témoin assisté. Il avait pris fait et cause pour l'armée française. Certains spécialistes pensent que les archives de l'Elysée pourraient apporter un éclairage intéressant.

Noël Ndong

VIH/SIDA

Michel Sidibé plaide l'accès aux traitements antirétroviraux pour les enfants

« C'est une question de justice sociale. C'est une question d'inégalité profonde parce que 90% des enfants qui vivent avec le sida sont malheureusement en Afrique », a déploré Michel Sidibé, directeur exécutif de l'Onusida à l'ouverture d'une réunion sur le sida pédiatrique, qui a rassemblé, le 10 mai à Abidjan, une dizaine de ministres de la Santé du continent et des experts internationaux.

« 50% de ces enfants qui naissent avec le sida meurent avant leur cinquième anniversaire parce qu'ils n'ont pas la chance d'avoir accès aux services qui sont mis à la disposition des autres enfants dans le reste du monde », a dénoncé Michel Sidibé, exigeant en même temps que l'accès universel au traitement pour les enfants devient une réalité.

De son côté, la première dame de la Côte d'Ivoire, Dominique Ouattara, ambassadeur de l'Onusida pour l'élimination de la transmission mère-enfant, a assuré que la question de l'éradication du VIH/Sida pé-

diatrique revêt un « caractère important et urgent ».

En Côte d'Ivoire, « seulement 18% des enfants de moins de 5 ans vivant avec le VIH/Sida sont sous traitement antirétroviral », a rappelé Terence McCulley, ambassadeur des Etats-Unis en Côte d'Ivoire et dont le pays a investi « plus de 550 milliards de FCFA pour soutenir les actions du gouvernement ivoirien contre la pandémie ».

Pour sa part, la présidente de l'Association nationale de soutien aux séropositifs et malades du sida (ANSS) du Burundi, Jeanne Gapiya, a déclaré : « ce n'est pas normal que vingt ans après l'avènement des traitements antirétroviraux, les enfants meurent encore » du sida.

Dans un rapport publié en mars dernier, l'ONG Médecins sans frontières a souligné que cinq millions de personnes n'ont toujours pas accès au traitement contre le VIH/Sida en Afrique centrale et de l'ouest.

En effet, l'Afrique abrite près

de 70% des adultes, et 80% des enfants vivant avec le VIH dans le monde. Des chiffres qui devraient pousser les organisations en charge de la santé à porter un regard particulier sur les pays qui sont en zone d'alerte.

Il est vrai que des efforts considérables ont été réalisés non seulement en matière de traitement, des campagnes de sensibilisation et d'information. Ce qui fait que dans certains pays, le taux de contamination a baissé de façon considérable.

Cependant, on constate que dans les zones les plus reculées, les campagnes de sensibilisation sur le VIH/sida, sont quasi-inexistantes, ou encore survolées, car ces personnes ne prennent pas vraiment conscience de la gravité de la maladie. Pour un bon nombre de gens, il s'agit bel et bien d'un mythe, et non d'une réalité. C'est une forme d'insouciance qui inquiète les acteurs engagés dans la lutte contre cette pandémie.

Yvette Reine Nzaba

Les données du VIH chez les enfants inquiètent Médecins sans frontières

L'Ong internationale Médecins sans frontières (MSF) se dit, dans un rapport publié le 9 mai dernier, inquiète au regard de la prévalence du VIH chez les enfants en Afrique. L'ONG a appelé les dirigeants de l'Afrique de l'Ouest et du Centre à intensifier la lutte contre cette maladie.

Le document de MSF commence par avancer le faible accès des enfants aux ARV « les taux terriblement bas de couverture en traitements antirétroviraux (ARV) pédiatriques en Afrique de l'Ouest et du Centre sont avant tout représentatifs du manque d'action existant dans la lutte contre le VIH/sida dans la région », lit-on.

L'organisation appelle à la mise en place d'un plan de rattrapage qui puisse aider à augmenter l'accès aux ARV dans les pays où celui-ci reste faible.

Prenant le cas centrafricain, MSF précise que seulement entre 11 et 16% de femmes enceintes sont testées au VIH, ce qui signifie pour cette ONG que « de nombreuses femmes, dans l'ignorance de leur statut, demeurent à risque de transmettre le virus à leur enfant », souligne le document.

Le document rappelle que seule la moitié des 119 sites offrant les services de prévention de la transmission de la mère à l'enfant, est aujourd'hui fonctionnelle en République centrafricaine.

Selon MSF, « 1700 enfants sont infectés chaque année. Près des deux-tiers ne sont donc pas diagnostiqués et ont peu de chances de survivre », bien que l'Unicef prenne en charge 500 tests par année.

MSF regrette le prix des tests de dépistage précoce qui, selon l'ONG n'est pas à la portée de tout le monde. « Un test de dépistage précoce coûte 57 dollars. Dans un pays où près de 62% de la population vit avec moins de 1,25 de dollars par jour, un prix inabordable pour la majorité », signifie le document. MSF a fait cette publication au moment où se tient une réunion de haut niveau à Abidjan sur la question du traitement du VIH pour les enfants.

130.000 enfants vivent avec le VIH en Centrafrique, selon des données publiées par l'Unicef, le mois dernier. La transmission du VIH de la mère à l'enfant est de 12% selon les dernières enquêtes mixtes de 2010.

Source : RJDH-RCA

CONTREFAÇONS = pannes = mauvaise qualité
= moins d'encre = PLUS COUTEUX



Toner contrefait



Toner HP authentique

Essayez nous.

BUROTOP IRIS, Certifié par HP.

4 Avenue FOCH - Brazzaville - Tel: 05 5777 888 - 06 669 60 60
 Avenue Moe Katt Matou - après Rond Point Kassai - Pointe-Noire - Tel: 04 453 53 53 - 05 605 60 56

IN MEMORIAM

14 mai 2015- 14 mai 2016, voici un an que le Seigneur a rappelé à lui notre père, grand-père, Guillaume Mazikou (PDG La Guillau). Les enfants Mazikou et petits fils prient tous ceux qui l'ont connu d'avoir une pensée pieuse pour sa mémoire.

Une messe d'action de grâces sera dite, le samedi 14 mai 2016 à 6h00 en les paroisses Saint-Esprit de Mougali; Saint-Kisito et Saint-Pierre Claver de Baongo. Papa nous ne t'oublions jamais.



À VENDRE

Voiture de marque Toyota Yarhis (gasoil) en bon état.

Prix : 4 millions FCfa

Contact : 06 666 70 65

Vous venez de perdre un être cher et vous souhaitez utiliser notre quotidien pour le faire savoir à vos proches



Une équipe de professionnels est à votre disposition

Tél: +242 05 532 0109

E-mail: regie@lesdepêchesdebrazzaville.fr

84, bd Denis Sassou N'Guesso Immeuble les Manguiers (Mpila), Brazzaville



PREMIÈRE VICTOIRE DU CRAN

Une probable création en France d'une fondation pour la mémoire de l'esclave

A l'occasion de la cérémonie du 10 mai consacrée à la journée commémorative de l'abolition de l'esclavage, le président français François Hollande a annoncé la création, avant la fin de l'année, d'une fondation pour la mémoire de l'esclavage.

Mardi 10 mai, au jardin du palais du Luxembourg à Paris, en présence de Jesse Jackson, Christiane Taubira, George Pau-Langevin, Rama Yade, Louis-Georges Tin et de plusieurs autres personnalités, le chef de l'Etat français a indiqué, lors des cérémonies de la journée instaurée par la loi Taubira, qu'il souhaite donner à la France une institution qui lui manque encore: une fondation pour la mémoire de la traite, de l'esclavage et de leurs abolitions.

« Cette fondation sera une source de promotion des valeurs de liberté, d'égalité, de tolérance et diffusera la connaissance de l'esclavage, de la traite mais aussi tout le combat des abolitionnistes », a-t-il ajouté, en expliquant qu'elle devait rassembler « toutes les mémoires et tous les Français ». En 2006, l'ancien président, Jacques Chirac, avait fait du 10 mai



François Hollande salue Jesse Jackson au jardin du Luxembourg. Crédit photo : l'Express

une journée nationale des mémoires de la traite, de l'esclavage et de leurs abolitions.

François Hollande, dans le projet de la fondation, voudrait associer « tous les acteurs publics, privés, associations, entreprises. » « Elle réfléchira, avec la mairie de Paris, à l'édification d'un mémorial aux esclaves et d'un lieu muséographique », a-t-il ajouté.

Lionel Zinsou, ancien Premier ministre du Bénin, récent candidat malheureux à l'élection présidentielle de son pays, présidera la mission de préfiguration de cette fondation. Il

présentera son rapport à l'automne et l'institution pourra être créée avant la fin de l'année, a précisé le président de la République.

Pour le CRAN, « c'est vraiment une grande victoire », s'est félicité Louis-Georges Tin, président du Conseil représentatif des associations noires. Et, par communiqué de presse, il a déclaré que : « L'impossible réparation est devenue réalité. Après des heures et des heures de mobilisation, François Hollande a annoncé (enfin) la mise en place d'une fondation pour la mémoire de l'es-

clavage qui aura pour mission, entre autres, de créer un mémorial et « un lieu muséa » à Paris. »

« En d'autres termes, c'est le point N°1 de nos revendications qui est ainsi satisfait. Je le rappelle ici : nous attendons la création dans l'Hôtel Gaillard de la Banque de France le Centre Dumas regroupant le musée de l'esclavage et le Centre des cultures d'Afrique, une fondation nationale pour la réparation liée à l'esclavage aboli en France en 1848. »

« Et comme il est question d'une fondation, il s'agit

bien de réparations financières (c'est le principe même d'une fondation) et morales à la fois (pour financer des projets concrets). Et nous avons toujours dit qu'il fallait les deux. »

« Bien entendu, ce n'est que le début des réparations dont nous avons besoin. Bien d'autres choses doivent être obtenues, comme la réforme agraire dans l'Outremer, la fin du CFA, l'annulation de la dette des pays du Sud, la restitution à Haïti, la lutte contre les violences policières, etc. ».

Marie Alfred Ngoma

3^{ème} Festival

IMAGES ET HISTOIRE



LIBRAIRIE
LES MANGUIERS

La LIBRAIRIE LES MANGUIERS

**Vous convie à une table ronde
Jeudi 12 Mai à 15 heures**

Sur le thème

L'AFRIQUE DES EXPLORATIONS ET DES EXPLORATEURS

Avec les historiens

Christophe Figuéro

Vincent Hiribarren

Sèbe Berny

Jean-Pierre Bat



84 Boulevard Denis Sassou N'Gusso
immeuble les manguiers (Mpila Face CFAO)

LES DÉPÊCHES
DE BRAZZAVILLE
www.lesdepêchesdebrazzaville.fr
www.adiac-congo.com

Liberté • Egalité • Fraternité
REPUBLIQUE FRANÇAISE
AMBASSADE DE FRANCE
AU CONGO

INSTITUT
FRANÇAIS
DU CONGO

SAINT-LOUIS
ETABLISSEMENT
CONVENTIONNEL
aefe
agence pour
l'enseignement
français
à l'étranger



VIE DES PARTIS

Le MNC/L prône le dialogue

Pour ce parti politique de gauche, progressiste, panafricaniste, socialiste, appartenant à la Majorité présidentielle, ce forum devra notamment permettre de fixer les délais des élections attendues en RDC.

Le Mouvement national congolais Lumumba (MNC/L) s'est réuni, le 8 mai, à Bibwa, dans la commune de N'Sele, en conclave pour réfléchir sur la situation politique, économique et social du pays. Parmi les résolutions ressorties de cette rencontre, le MNC/L, qui a dit s'inspirer de la culture de son leader, est d'accord pour participer au dialogue politique attendu en RDC. En ce qui concerne l'ordre du jour de ce forum « *au cours duquel les Congolais doivent se parler* », cette formation politique, qui pense que l'unique façon d'accéder au pouvoir démocratique était des élections, souhaite voir inscrit, en plus du calendrier électoral, le point de sauvegarde de la souveraineté nationale « *en vue d'éviter les imixtions des étrangers dans les affaires intérieures* ».

Mais aussi le MNC/L, qui souhaite l'organisation des élections libres, transparentes, démocratiques et apaisées, conseille de commencer ces élections par la base. « *Le parti déplore l'absence des élections communales et locales depuis 1959, ce qui contrarie le principe démocratique* », ont souligné les participants à ce



La photo de Lumumba collée aux insignes du MNC/L. Photo Adiac

conclave. Tranchant sur le mandat présidentiel, le MNC/L espère que l'actuel président devra rester en fonction jusqu'à l'installation de son successeur. Cette formation politique, qui a émis le souhait que les élections aient lieu pendant l'année en cours, a, par ailleurs, noté que les contraintes techniques soulevées par la Céni et la volonté de commencer par les communales et les locales constituent un obstacle à la tenue de la présidentielle et des législatives en 2016. « *D'où l'importance du dialogue au cours duquel le délai de toutes les élections sera fixé* », a souligné le MNC/L.

La nationalité congolaise reste une et exclusive

Pour le MNC/L, l'éventualité de l'adoption d'une loi accordant la double nationalité aux Congolais qui le veulent n'est pas à l'ordre

du jour. Ce parti politique a, par contre, appelé l'Assemblée nationale et le Sénat à inscrire dans leur ordre du jour de la session de septembre 2016, l'invalidation du mandat des personnes à double nationalité. Alors qu'il a exhorté le ministre chargé de l'Intérieur à l'application de l'alinéa 1er de l'article 10 de la Constitution sur l'unicité ainsi que l'exclusivité de la nationalité congolaise, qui ne peut être détenue concurremment avec une autre. Mais aussi, le MNC/L, qui a déploré l'insécurité récurrente constatée dans l'est du pays, a recommandé un forum réunissant tous les élus locaux, les forces de sécurité et de défense du Nord-Kivu, en vue de trouver une solution définitive et durable à la crise à répétition qui sévit dans cette partie du pays.

Lucien Dianzenza

MISE EN ŒUVRE DES RÉOLUTIONS DE LA COP 21

Un plan d'action sous-régional en chantier

La session du Conseil des ministres de la Commission des forêts d'Afrique centrale (Comifac), qui se tient à Kinshasa, cherche des réponses idoines pour permettre une bonne compréhension des documents et textes finaux adoptés à l'issue de la COP 21 et leurs implications sur le bassin du Congo.

Il s'est ouvert à Kinshasa, le 10 mai, une session extraordinaire du Conseil des ministres de la Comifac. Ces assises de grande importance que préside le ministre congolais de l'Environnement, Conservation de la nature et Développement durable, Robert Bopolo, s'inscrivent en droite ligne des préoccupations soulevées lors de la COP 21 tenue récemment à Paris. C'est, comme qui dirait, une manière pour l'Afrique centrale de réagir positivement aux recommandations issues de la rencontre de Paris en lien étroit avec ses besoins de développement. La tenue des assises proprement dite a été précédée par les travaux préparatoires ayant réuni les experts et les partenaires techniques et financiers de la sous-région.

Les résolutions que vont soumettre ces derniers au Conseil des ministres feront, sans doute, l'objet des assises de Kinshasa qui entendent apporter « des réponses pour une bonne compréhension des documents et textes finaux de la COP 21 et leurs implications sur le bassin du Congo ». Cela étant, l'objec-

tif de cette réunion est, d'une part, de décider des modalités opérationnelles pour la mise en œuvre des décisions de la COP 21 tenue à Paris et, d'autre part, d'examiner certains sujets prioritaires touchant à la vie même de la Comifac. L'Afrique, avec tout son potentiel naturel, pèse énormément sur la balance dans le cadre du processus de finalisation des négociations amorcées à Paris pour un accord juridiquement contraignant censé remplir le mandat décidé à Durban en Afrique du Sud lors de la COP 17. C'est grâce à la Comifac, indique-t-on, que la position et les intérêts des pays membres sur la forêt et la Redd+ ont été pris en compte dans l'Accord de Paris, preuve que le bloc sous-régional de l'Afrique centrale est loin d'être une quantité négligeable dans la dynamique de préservation de l'écosystème mise en branle à l'échelle planétaire. D'où, les participants aux assises de Kinshasa sont tenus de présenter, au cours de la présente session, un plan d'action sous-régional pour la mise en œuvre des décisions de la COP 21. La cérémonie inaugurale des travaux a eu lieu en présence des experts venus des États membres, des membres du Partenariat pour les forêts du Bassin du Congo (PFBC) et d'autres partenaires au développement locaux dont la Coopération allemande (GIZ/PBF) et le Fonds mondial pour la nature (WWF).

A.D.

INVESTISSEMENTS

Attention au piège de l'endettement excessif

Selon le Fonds monétaire international (FMI), les pays africains doivent trouver le bon équilibre dans le financement des projets d'infrastructures. Il s'agit pour eux d'opérer des choix judicieux capables d'influencer positivement leur croissance économique. En effet, a soutenu le FMI, toute erreur dans l'appréciation de l'efficacité du projet conduira forcément à une augmentation de la dette. Dès lors, il faut craindre que les États africains replongent dans la spirale de l'endettement.

Le premier directeur général adjoint du FMI, David Lipton, a présenté les défis pour l'Afrique dans le choix et la réalisation des projets ciblant le vaste domaine des infrastructures. Même s'il reconnaît qu'aucun pays africain n'est affecté durement par le problème de surendettement, du moins pour le moment, mais il insiste sur l'existence effective d'un risque potentiel. « *Plusieurs pays d'Afrique subsaharienne dont le Ghana et le Mozambique ont demandé des programmes d'aide auprès du FMI ces derniers mois en raison notamment de la hausse des coûts d'emprunts sur les marchés internationaux* ». Avec la chute des cours des matières premières, la plupart des pays de la région ont enregistré des déficits budgétaires croissants. Récemment, la RDC a opéré une coupe de 1,73 milliard d'euros dans son budget pour l'exercice 2016. Quant à sa prévision de croissance, elle est passée à 6,6 % en 2016, contre 9 % prévus au départ dans la loi financière.

Lors de la publication du Rapport

2015 sur l'Afrique subsaharienne, le FMI a insisté sur la nécessité pour la région d'opérer un véritable changement de cap pour faire face au ralentissement de la croissance. Le taux régional se situe à son niveau le plus bas si l'on se réfère à la tendance de ces 15 dernières années. Il devrait se stabiliser à 3 % en moyenne cette année, par rapport aux 6 % des décennies passées. Tous les indicateurs laissent présager que l'Afrique doit se préparer à une deuxième année difficile à cause des multiples chocs qui frappent la région. En effet, la chute des cours des produits de base et le resserrement des conditions financières vont continuer à engendrer de fortes tensions dans les pays de la région. Entre-temps, les cours du pétrole restent inférieurs de plus de 60 % au pic de 2013, malgré un redressement observé depuis le début de l'année. Cette chute a également affecté les exportateurs des produits de base non énergétiques.

Après des ripostes sans résultats probants, le FMI propose une réaction rapide et vigoureuse, notamment une meilleure flexibilité du taux de change pour les pays non membres d'espaces régionaux, une lutte acharnée contre les déficits budgétaires et la constitution d'une base d'imposition viable dans le reste de l'économie. La menace du FMI est bien réelle. En effet, l'institution financière internationale a suspendu au mois d'avril 2016 son aide au Mozambique à la suite de la découverte d'environ un milliard de dollars de dettes non intégrées dans les statistiques officielles.

Laurent Essolomwa

AFFAIRE RECRUTEMENT DES MERCENAIRES

Moïse Katumbi s'adjuge les services de Me Éric Dupond-Moretti

Ce crack du barreau français est chargé notamment d'aider à faire pression pour internationaliser la procédure et s'assurer de son bon déroulement.



Me Éric Dupond-Moretti

L'acte 2 de l'affaire Moïse Katumbi, accusé de recrutement des mercenaires étrangers dont des Américains, aux fins de déstabilisation le régime, a été dit le 11 mai à Lubumbashi après une première audition en début de semaine. Une fois encore, le huis clos a été décrété pour cette deuxième audition qui s'est négociée sous une forte agitation orchestrée par les partisans et sympathisants de l'ex-gouverneur. Ce dernier a entrepris une véritable

procession en ravalant à pied près de deux kilomètres avant d'atteindre le parquet sous les ovations d'une foule en délire.

Cependant, l'entrée en lice d'Éric Dupond-Moretti, célèbre avocat pénaliste français, est une nouvelle donne venue s'inviter dans cette affaire. « *L'entourage de Moïse Katumbi m'a contacté. J'ai pris connaissance des rapports d'ONG internationales qui dénoncent le caractère politique de l'enquête le visant, et j'ai accepté de l'aider* », a déclaré l'avocat cité par l'AFP. Dans les milieux proches du riche homme d'affaires, on se réjouit du choix porté sur cet avocat français réputé pour le grand nombre d'acquittements qu'il a obtenus dans des procès en assises. Son apport, à en croire le bureau de l'ex-gouverneur, consistera notamment à faire pression pour internationaliser la procédure.

Déjà, le concerné avait lui-même annoncé les couleurs en indiquant qu'il allait exiger la présence sur place des observateurs internationaux avec promesse de saisir éventuellement les juridictions internationales compétentes telles que la CPI, l'ONU ainsi que les instances des Nations unies pour les droits de l'homme. Me Éric Dupond-Moretti promet, par ailleurs, de s'investir pour garantir une couverture médiatique internationale dans la perspective d'un procès dont il entrevoit déjà l'issue en termes d'acquiescement, pure et simple, de son client.

Alain Diasso

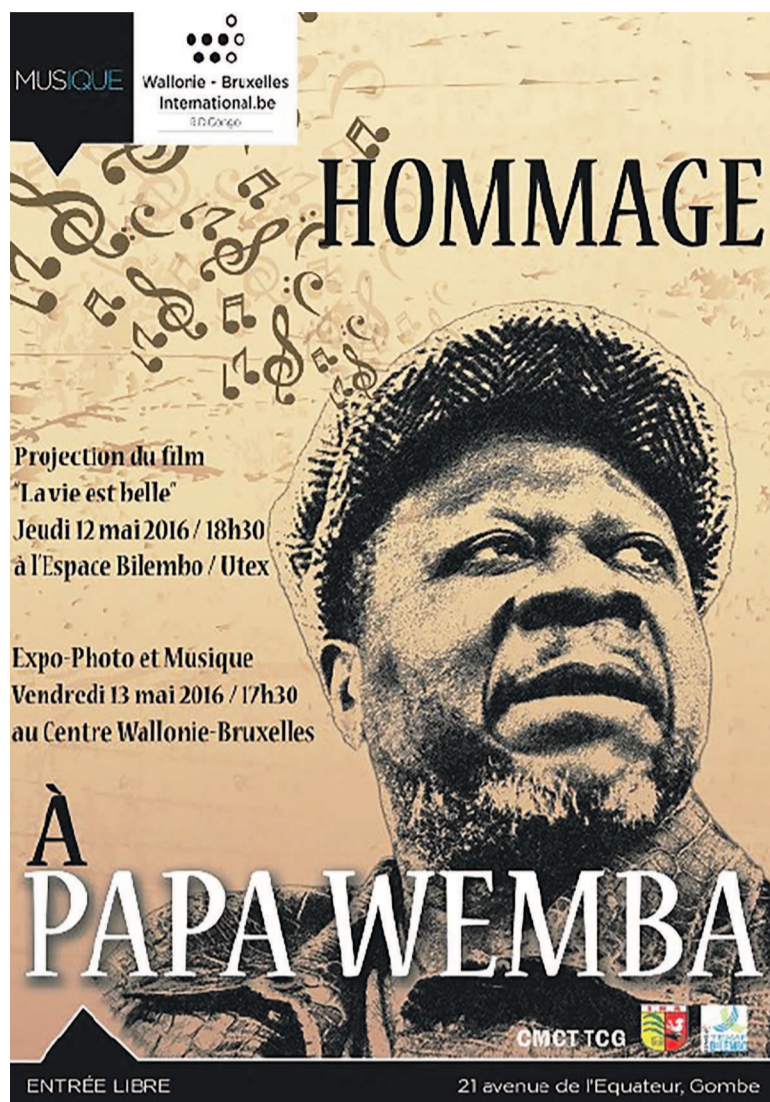
PAPA WEMBA

Un hommage signé Wallonie-Bruxelles entre musique et expositions

Décliné en deux soirées les 12 et 13 mai, l'évènement se tiendra à la fois au Centre culturel belge et à l'Espace Bilembo autour du film *La Vie est belle*, les photos et peintures du disparu suivi d'un concert où jazz, rumba, percussions et chant choral seront associés.

De prime abord, Brain Tshibanda a évoqué le fait que « Papa Wemba a été partenaire de Wallonie-Bruxelles ». De souligner qu'à ce titre, « ce serait inimaginable que l'on ne lui rende pas hommage ». Par ailleurs, a renchéri le directeur du Centre Wallonie-Bruxelles (CWB), il n'est pas nouveau que l'institution agisse de la sorte : « Nous l'avions fait avec d'autres artistes et parmi eux des vivants dont le Pr André Yoka et le journaliste Aneki ».

Brain Tshibanda affirme que le CWB a à cœur de le faire d'autant plus que le dernier passage du disparu dans ce cadre date de l'an dernier, plus précisément de mars 2015. Et, pour ce qui est de cet « Hommage », c'est de la sorte qu'a été nommée cette programmation spéciale, tout a été pensé de manière originale. « Nous avons imaginé autrement la soirée d'hommage », prévient-il. Et d'expliquer : « Déjà le jeudi 12 mai, à 18h30, est prévue la



projection avec débat du film *La Vie est belle* à l'Espace Bilembo.

L'affiche de la soirée « Hommage » Le vendredi 13, à 17h30, le CWB organise un vernissage d'une

exposition des photos de Papa Wemba prise par le photographe Kokolo. En grande partie, ce sont des clichés des différents concerts et spectacles qu'il y a livré. L'exposition sera couplée avec celle des œuvres d'art qu'il avait réalisées avec Alain Super dont une partie sera exposée à l'Espace Bilembo.

La cerise sur le gâteau, ce sera le concert de 19h auquel participera un plateau d'artistes. Ici, souligne le directeur du CWB : « Nous avons pensé, pour l'occasion, travailler avec certains de nos partenaires en abordant différents styles musicaux. Suivant cette programmation, il y aura du jazz, à savoir que Papa Wemba avait participé au programme de jazz quand nous l'avions lancé. Dans ce registre-là, ce sera avec Paul Le Perc qui interprètera deux de ces morceaux. Par ailleurs, comme il a été parrain du Festival des percussions Mbonda Elela, le groupe La Sanza va aussi interpréter deux titres de papa Wemba accompagné par les percussions ».

Jean Goubald et compagnie

Loin de vouloir s'arrêter à ces improvisations préparées, Wallonie-Bruxelles a tenu à pousser l'exercice plus loin, quitte à y associer encore un autre panel d'artistes. Il s'agit notamment de

l'orchestre de chambre de l'Institut national des arts qui a prévu ses interprétations. L'atypique Jean Goubald va également procéder au même exercice avec deux de ses compositions qu'il avait offertes à Papa Wemba de son vivant. Quant à Petit Wendo, comme l'a précisé Brain Tshibanda, « il n'a certes pas travaillé avec lui mais en considérant la particularité de son style, il a été jugé opportun de l'associer ». De quoi déjà s'imaginer tout le bonheur qu'aura à offrir la programmation spéciale concoctée de façon minutieuse.

Par ailleurs, Brain Tshibanda prévient qu'il faudra également compter sur l'apport des tout jeunes. Ce qui justifie la présence de Pamoja, l'orchestre de l'Inas qui, au reste, rappelle-t-il, « a déjà travaillé sur des morceaux de Papa Wemba, ils vont jouer *Rail on* et *Ainsi soit-il* ». La dernière spécificité du programme est proposée par Ambroise Kua-Nzambi. Il est question dans ce registre de la prestation de Schola cantorum, un groupe de jeunes initiés au chant choral qui va se livrer aussi à une interprétation de deux titres du regretté « Maître d'école », mais cette fois a capella. Assurément, la soirée vaudra bien le détour.

Nioni Masela

INFORMER, ANALYSER, DIFFUSER, RAYONNER

L'agence d'information du Bassin du Congo un acteur économique majeur à vos côtés

ÉCONOMIE
POLITIQUE
RÉFLEXIONS
SPORT
SOCIÉTÉ
*
ART, CULTURE, MEDIA
INTERNATIONAL



CONNECTEZ-VOUS

www.lesdepechesdebrazzaville.fr
www.adiac-congo.com

LES DÉPÊCHES
DE BRAZZAVILLE

CONTACTEZ
NOUS

84, boulevard Denis-Sassou-N'Gusso
Brazzaville - République du Congo
regie@lesdepechesdebrazzaville.fr



IMPRIMERIE DU BASSIN DU CONGO

Un outil industriel performant rapide.

OFFSET

NUMÉRIQUE

SÉRIGRAPHIE

PELLICULAGE

DOS CARRÉ COLLÉ

CONCEPTION GRAPHIQUE



Un outil industriel performant constitué de presse offset feuilles, deux rotatives, un atelier complet de pré-presses et une grande capacité de production

NOS DIFFÉRENTS PRODUITS



Journaux

PRESSE

Quotidiens
Hebdomadaires
Mensuels...



Chemises à rabat



Magazines



Cartes de visite

OFFSET

Chemises à rabat
Magazines
Livres
Dépliants
Documents administratifs
Calendriers
Divers



Dépliants



Livres



Calendriers

+242 06 951 0773
+242 05 629 1317
imp.bc@adiac-congo.com

THÉÂTRE

« Cauchemar d'homme » jouée à l'IFC

La première représentation théâtrale de la pièce « Cauchemar d'homme », une comédie de Lysistrata Aristophane adaptée et mise en scène par Jack Percher, a eu lieu le 10 mai à l'Institut français (IFC) dans la ville océane.

Jouée par les élèves du lycée Victor-Augagneur, du lycée français Charlemagne et de l'Espace Enfants, Cauchemar d'homme est une pièce de théâtre née d'un projet de métissage culturel mutuellement profitable entre les deux lycées depuis près d'une décennie. Sous la direction de Jack Percher, chaque année est montée une troupe théâtrale qui réunit sur une même scène les comédiens des deux lycées et même d'ailleurs comme c'était le cas il y a quelques années avec les lycéens de Joachim-Du-Bellay d'Angers en France unis par un jumelage conclu en 2004 avec le lycée ponténégrin. «Cauchemar d'homme» est une comédie d'aujourd'hui librement adaptée de Lysistrata Aristophane qui peint avec ironie les vices de la société que le metteur en scène de sa farce met en lumière. C'est une fable inventée il y a 2500 ans par Aristophane qui



Les comédiens après la représentation de Cauchemar d'homme Crédit photo:«Adiac»

résonne aujourd'hui avec une joyeuse modernité car si le fond du problème est grave, elle présente une comédie échevelée, provocante et un tantinet irrévérencieuse.

L'intrigue : Les jeunes hommes sont occupés à faire la guerre, ils désertent leur foyer, délaissent leur femme, hormis quelques passages éclairés... Les vieux hommes, restés à la ville, protègent les finances publiques qui ne servent qu'à alimenter le

conflit. Les femmes excédées par cette situation décident de s'inviter dans la vie politique et entament une grève de l'amour pour faire plier les hommes et les ramener durablement à la maison. Rire, humour, ironie et sentiment s'imbriquent à travers les différents tableaux présentés par les acteurs exécutant avec brio le jeu de rôle. Comme cerise sur le gâteau, le public a eu droit aux pas de danses des acteurs se trémoussant aux

sons de la chanson Maria Valencina, du regretté musicien Papa Wemba, dont le talent et l'auréole ont fait des émules dans le monde de l'art.

Jouée par une vingtaine d'acteurs, qui ont bénéficié de la formation théâtrale de Françoise Rivière, Rolf N'guié, Elvis Tchikaya, Florian Zinga, Jésus Zinga et aussi musicale par Juliana Tsaty Massimina, Cauchemar d'homme, est une énième prouesse réalisée Jack Percher,

qui a réuni sur les tréteaux des comédiens de divers horizons après seulement quelques jours de répétition ensemble pour un résultat pour le moins flatteur. Après l'IFC le 10 mai et le centre culturel Jean-Baptiste-Tati-Loutard, le 11 mai, la pièce de théâtre sera jouée le 12 mai à l'Espace culturel Yaro à Loandjili, le 13 mai, au Forum Mbongui et enfin le 14 mai au Lycée Victor-Augagneur.

Hervé Brice Mampouya

ENSEIGNEMENT GÉNÉRAL

Le lycée Trois-Glorieuses n'occupera pas la dernière place au baccalauréat

C'est ce qu'a déclaré Ange Bedel Massanga Ngamakita, proviseur du lycée Trois-Glorieuses, lors d'un entretien réalisé le 11 mai à Pointe-Noire avec les Dépêches de Brazzaville.

Le lycée Trois-Glorieuses fait aujourd'hui partie des derniers-nés des lycées que compte la ville de Pointe-Noire. Ce lycée a été créé le 16 septembre 2015 dans le but de décongestionner le lycée Pointe-Noire 2 et le lycée Victor-Augagneur (LVA) et leurs effectifs pléthoriques. Dans ce lycée, les cours ont démarré le 16 novembre, soit plus d'un mois après la rentrée scolaire. Ce, sous la supervision de la directrice générale de l'enseignement secondaire au Congo. L'objectif du lycée Trois-Glorieuses est d'amener ses élèves jusqu'au baccalauréat et leur permettre à le décrocher. Pour ce faire, son équipe de maîtrise, composée du proviseur, du directeur des études, du surveillant général et de l'intendant s'y attellent en créant des stratégies appropriées comme l'organisation des cours de rattrapages, de remise à niveau afin de garantir le même temps d'apprentissage à ses élèves.

Cette année, le lycée Trois-Glorieuses va présenter 441 élèves au baccalauréat soit 194 élèves en terminale A et 247 en terminale D. La classe de première C, qui pour l'instant n'existe pas encore, sera lancée l'année prochaine. Et les premiers candidats pour ce bac seront présentés deux ans plus tard. Interrogé sur les conditions de cours dans son établissement, Ange Bedel Massanga Ngamakita, le proviseur du lycée Trois-Glorieuses a rappelé que l'objectif de son lycée est de faire



Ange Bedel Massanga Ngamakita

en sorte que les élèves obtiennent leur baccalauréat avec des motions «excellent ou très bien» afin de leur permettre de bien défendre leur diplôme ici comme ailleurs. « Même si nous sommes les derniers-nés des lycées de Pointe-Noire, notre objectif est de ne pas être dernier au baccalauréat », a-t-il dit. Rappelons que durant cette année expérimentale, la direction du lycée Trois-Glorieuses a constaté que de nombreux élèves arrivaient en classe de terminale avec beaucoup de limites et d'insuffisances en français, en mathématiques, en sciences physiques et en anglais. Pour renforcer leur capacité intellectuelle, le lycée va organiser un stage vacances de 45 jours avec les matières de base afin de permettre à ces enfants de combler leurs lacunes.

Hugues Prosper Mabonzo



LIBRAIRIE LES MANGUIERS

Un Espace de Vente:
Une sélection unique de la
LITTÉRATURE CLASSIQUE
(africaine, française et italienne)
Des : Essais, Bandes dessinées, Philosophie, etc.









Un Espace culturel Pour vos Manifestations :
Présentation d'ouvrages, Conférence-débat, Dédicace
Emission Télévisée, Ateliers de lecture et d'écriture.

84 Boulevard Denis Sassou N'Guesso
immeuble les manguiers (Mpila) Dépêches de Brazzaville

Ouvert
DU LUNDI AU VENDREDI 9 h - 17 h
SAMEDI 9 h - 13 h



FRANCE / FOOTBALL

Ibrahimovic meilleur joueur pour la troisième fois

L'attaquant suédois du Paris SG Zlatan Ibrahimovic a été désigné par ses pairs meilleur joueur du Championnat de France, dimanche dernier, pour la 3e fois, un trophée décerné par l'Union nationale des footballeurs professionnels.

«Ibra», qui a devancé son coéquipier argentin Angel Di Maria, Lassana Diarra (Marseille) et Hatem Ben Arfa (Nice), devient le joueur le plus titré avec ses trois récompenses. Devancé l'année dernière par Alexandre Lacazette, le Suédois de 34 ans a survolé cette saison le championnat avec 35 buts et 13 passes décisives et, a été le principal artisan du 4e sacre national d'affilée de Paris, également vainqueur de la Coupe de la Ligue et finaliste de la Coupe de France, le 21 mai face à Marseille. En fin de contrat en juin, son avenir est en revanche incertain à Paris.

Outre le sacre du Suédois, le PSG effectue une razzia sur ces trophées Unfp : Laurent Blanc est désigné meilleur entraîneur et place huit éléments dans l'équipe-type de la saison.

Ligue 1

Meilleur joueur : Zlatan Ibrahimovic
Meilleur gardien : Steve Mandanda (Marseille)
Meilleur espoir : Ousmane Dembélé (Rennes)
Meilleur entraîneur : Laurent Blanc (Paris-SG)



Huit joueurs du PSG dans l'équipe-type, symbole de l'emprise du club parisien sur la Ligue 1 (François Guillot/AFP)

Equipe type : Mandanda - Aurier, David Luiz, Thiago Silva, Maxwell - Verratti, Diarra, Matuidi - Di Maria, Ibrahimovic, Ben Arfa
Plus beau but : Pierrick Capelle (Angers)

Ligue 2

Meilleur joueur : Famara Diedhiou (Clermont).

Meilleur gardien : Baptiste Reynet (Dijon).
Meilleur entraîneur : Olivier Dall'Oglio (Dijon).
Equipe type : Reynet (Dijon) - Cétout (Nancy), Jullien (Dijon), Lenglet (Nancy), Falette (Brest) - Sliiti (Red Star), Sammaritano (Dijon), Ngbakoto (Metz) - Diony (Dijon), Diedhiou (Clermont), Bouazza (Red Star).

Camille Delourme avec AFP

BASKETBALL

Des jeunes brazzavillois élèvent leur niveau technique

Seize basketteurs (de 14 à 18 ans) ont pris part à un stage dénommé « Serge Ibaka Dreams Academy Camp », dont l'objectif est de détecter des talents qui prendront part à un tournoi aux Etats-Unis cette année, à en croire le coordinateur du camp, l'entraîneur Habib Miyouna Bikoumou.



Séance d'entraînement des jeunes basketteurs. Crédit photo Adiac

Les jeunes basketteurs de la ville capitale ont appris et révisé plusieurs notions techniques, dribbles, shoots, tirs etc., avant de se mesurer en parties jouées. « (...) Notre objectif est d'amener ces jeunes à un haut niveau, faire éclore les talents dans le basketball congolais », a déclaré Habib Miyouna Bikoumou, un habitué de l'exercice qui travaille souvent en partenariat avec la ligue départementale de Brazzaville. Les seize joueurs n'ont pas été retenus pour ce stage suite à un test particulier. C'est plutôt en fonction de leurs performances dans leurs clubs respectifs qu'ils ont été présélectionnés, selon les explications de l'entraîneur. Le coach Habib Miyouna Bikoumou n'a pas travaillé seul comme encadreur lors de ce stage. Le technicien espagnol, Jordi Vila, était à ses côtés. Ce dernier a indiqué que ce genre de regroupement se multipliera dans les prochains mois. La prochaine édition, selon lui, connaîtra la participation des entraîneurs de la NBA qui sont en partenariat avec Serge Ibaka. Pour le tournoi auquel ces jeunes participeront aux Etats-Unis, la date n'est pas encore connue. Les basketteurs regroupés, à en croire Habib Miyouna Bikoumou, peuvent y faire bonne figure tout en apprenant davantage.

Rominique Nerplat Makaya

VOLLEYBALL/BRAZZAVILLE

Kinda Odzoho réussit ses deux premières sorties



Un des matchs de Kinda Odzoho. Crédit photo Adiac

Après sa victoire face à la DGSP (3 sets à 2), le club a enregistré une deuxième victoire en prenant le dessus sur Espoir (3 sets à 0) en version seniors hommes, même si en dames la performance n'est pas la même pour cette équipe.

Les hommes de Kinda Odzoho tiennent le coup dans ce championnat départemental de volleyball avec deux victoires en autant de matchs. Alors que les dames sont entrées en compétition de mains mortes. En effet, lors de leur première sortie, elles n'ont pas pu tenir tête à leurs rivales de la DGSP qui leur a infligé une lourde défaite de 3 sets à 0. Cependant, chez les cadets, dans le cadre de la première journée, aucun match

ne s'est joué. Les rencontres prévues ont été reprogrammées pour la matinée du 16 mai à l'Ecole militaire préparatoire général Leclerc. Espoir en décaudra avec la DGSP2 en première explication; tandis que la DGSP1 sera aux prises avec Renaissance de Mpila qui est à sa première participation à une compétition de la ligue d'autant plus que sa création date d'il y a quelques mois.

Les prochains matchs

Cinq sont prévus pour la deuxième journée. Le premier opposera Espoir à Renaissance alors que la DGSP1 et la DGSP2 vont s'expliquer par la suite. Il s'agit là des cadets. En seniors dames, Inter-club signera son

entrée en compétition face à la DGSP. Chez les seniors hommes, par ailleurs, Espoir qui a déjà une défaite tentera de refaire son retard devant DGSP qui, dans cette catégorie sera à sa première sortie depuis le début de la compétition. Le calendrier du championnat prévoit les matchs tous les samedis et dimanches. Seulement, pour des raisons des programmations au niveau des gymnases ou encore pour des raisons administratives internes de la ligue de Brazzaville, des modifications bousculent le calendrier. La date de cette deuxième journée, initialement prévue le 1er mai, sera donc refixée dans les prochains jours.

R.N.M.